

La croissance, à quel prix ?

A +2,4%, la croissance mondiale atteint son plus bas niveau depuis 2009

- Entre la faiblesse des prix et le lourd fardeau de la dette au Brésil et en Chine, les perspectives économiques mondiales se dégradent. L'économie mondiale ralentira en 2016 à +2,4%, et les défaillances d'entreprises devraient croître de +1% en 2016 et en 2017.
- La conjoncture économique mondiale fait à la fois des gagnants et des perdants. Les consommateurs, les importateurs et ceux qui recourent à la dette profitent de la situation, tandis que les producteurs et exportateurs nets, et les épargnants y perdent.
- On assiste à un accroissement des risques à l'échelle internationale : Chine, pétrole, Brexit, banques italiennes, Turquie et élections américaines

PARIS – LE 1^{er} SEPTEMBRE 2016 – La croissance mondiale ralentit. C'est ce qu'explique [Euler Hermes](#) dans son dernier rapport intitulé « La croissance, à quel prix ? ». Selon le leader mondial de l'assurance-crédit, l'économie mondiale ne devrait croître que de +2,4% en 2016, soit son plus bas niveau depuis la crise de 2009. En 2017, pour la sixième année consécutive, elle restera de nouveau modérée, à +2,7%.

Une faiblesse des prix qui peine à rassurer les agents économiques et freine la croissance

Plusieurs chocs ont affecté l'économie mondiale au cours des derniers trimestres, effaçant les effets positifs que la baisse des prix aurait dû avoir sur l'activité. « Trois chocs ont récemment secoué l'économie mondiale : la peur d'un atterrissage brutal de la Chine, la chute des prix du pétrole relative à la décision de l'OPEC de conserver à tout prix ses parts de marchés, et les premiers effets du Brexit », explique Ludovic Subran, Chef économiste d'Euler Hermes. « Ces chocs continuent d'affecter l'économie mondiale, et d'autres chocs sont à prévoir, s'avérant préoccupants pour notre économie : les difficultés rencontrées par le secteur bancaire italien, la situation actuelle en Turquie après la tentative de coup d'État, ou encore les élections américaines. En période d'incertitudes, les investisseurs recherchent des opportunités d'investissements sûres, et les ménages et les entreprises misent sur l'épargne. La faiblesse des prix et des taux d'intérêts ne les incitera pas à diversifier leurs investissements ou à accroître leur consommation. Cela pose un grand nombre de problèmes à l'économie mondiale. »

En effet, si une période prolongée de baisse des prix du pétrole semble propice à la croissance, l'interminable recul des prix à la production peut constituer un frein à l'économie mondiale. « L'environnement de prix bas est le symptôme de surcapacités handicapantes, et le signe clair que le redressement des chiffres d'affaires prendra du temps. » A l'échelle domestique et internationale, la faiblesse des prix pèse d'ailleurs sur les chiffres d'affaires. « Si la croissance du commerce international en volume est attendue à +2,2% en 2016, il devrait se contracter de -2% en valeur, le redressement des volumes ne s'accompagnant pas d'une hausse des prix. Dans ce contexte, la progression des chiffres d'affaires des entreprises demeure limitée. Dans la zone euro par exemple, après avoir atteint +0,8% en 2016, elle ne devrait s'établir qu'à +1,2% en 2016 », développe Ludovic Subran.

Les entreprises, sujettes à des chocs, plus frileuses, mais pas forcément moins bien armées

La « croissance sans prix » fait à la fois des gagnants et des perdants. Les exportateurs, les producteurs de matières premières et les épargnants sont moins bien rémunérés. En revanche, les consommateurs, les importateurs et ceux qui recourent au crédit profitent pleinement de la faiblesse des prix et des taux d'intérêts.

Plus généralement, certaines entreprises sont très affectées par cette situation : pour la première fois depuis 2009, les défaillances d'entreprises à l'échelle mondiale devraient augmenter de +1% en 2016 et en 2017. « Le haut niveau de la dette publique et des entreprises joue un rôle central dans de nombreux pays. La Chine est particulièrement concernée : alors que la dette des entreprises chinoises représente aujourd'hui 170% du PIB, les défaillances d'entreprises ont augmenté de +24% en 2015, et devraient croître de +20% en 2016. Mais plusieurs autres pays ressentent toujours les effets du choc monétaire et de richesse survenu l'an passé. Les devises de nombre d'économies se sont fortement dépréciées face au dollar américain, ce qui a affecté leurs finances publiques, ainsi que les entreprises



de ces pays », justifie Ludovic Subran. « Le deuxième facteur qui explique notre prévision à la hausse des défaillances, c'est l'inversion des moteurs de croissance : les importateurs et les consommateurs de matières premières ont vu leur croissance accélérer, tandis que l'activité a ralenti dans les pays exportateurs et producteurs. »

La répétition des chocs n'a pas laissé de place à une reprise globale de l'investissement. Dans ce contexte, la croissance des profits dans les pays développés a incité les entreprises de ces derniers à accumuler une trésorerie très importante. Ludovic Subran note que « les entreprises ont accumulé près de 7 trillions de dollars de trésorerie ces dernières années. C'est un montant très important qui témoigne à la fois de leur frilosité à court-terme, mais qui constitue un trésor de guerre qui pourra être dépensé lorsque l'incertitude économique aura suffisamment diminué. Les bases de la croissance future sont là. »

Contacts media :

Euler Hermes France

Maxime Demory +33 (0)1 84 11 35 43
maxime.demory@eulerhermes.com

Publicis Consultants

Romain Sulpice +33 (0)1 44 82 46 21
romain.sulpice@mslfrance.com

Euler Hermes Group

Rémi Calvet +33 (0)1 84 11 61 41
remi.calvet@eulerhermes.com

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste client.

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PIB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 6.000 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's et Dagong Europe. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,6 milliards d'euros en 2015 et garantissait pour 890 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2015. Plus d'information: www.eulerhermes.com, [LinkedIn](#) ou Twitter [@eulerhermes](#).

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenant dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.